Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio

Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft

Band: 2 (1884)

Heft: 52

Anhang: Supplement zu N° 52 = Supplément au N° 52

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Supplement zu № 52. II. Jahrgang — 1884 — IIme année. Supplément au № 52

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, 30. Juni — Berne, le 30 Juin — Berna, li 30 Guigno

Publikationsorgan der eidgenössischen Departemente für Finanzen, Zoll und Handel

Organe de publicité des Départements fédéraux des Finances, des Péages et du Commerce

Organo di Pubblicità dei Dipartimenti federali per le Finanze, i Dazi ed il Commercio

Jährlicher Abonnementspreis Fr. 5. — Abonnemente nehmen **alle Postämter** sowie die Expedition des *Schweiz. Handelsamtsblattes* in Bern entgegen.
Abonnement annuel Fr. 5. — On s'abonne **auprès des bureaux de poste** et à l'expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce* à Berne.
Prezzo delle associazioni Fr. 5. — Associazioni **presso gli uffizi postali** ed alla spedizione del *Foglio ufficiale svizzero di commercio* a Berna.

Amtlicher Theil. — Partie officielle. — Parte ufficiale.

Bekanntmachungen nach Maassgabe des schweizerischen Obligationenrechtes.
Publications prévues par le Code fédéral des obligations.

Handelsregistereinträge — Inscriptions au Registre du Commerce — Iscrizioni nel Registro di Commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

NB. Für die auf Löschungen bezüglichen Publikationen wird Kursivschrift verwendet. — Les publications concernant des radiations sont faites en caractères italiques. — *Quelle pubblicazioni che risguardano le cancellazioni sono stampate in lettere corsive.*

Kanton Zürich — Canton de Zurich — Cantone di Zurigo

1884. 26. Juni. *Die Firma* ***Brum & Hauser*** *in Zürich erlischt mit dem 30. Juni 1884. Die Liquidation wird durch die gleichnamige Firma in Wien besorgt.*

Kanton Bern — Canton de Berne — Cantone di Berna

Bureau de Courtelary.

1884. 27 juin. *La raison* ***E. Jacot et Tissot,*** *à Sonvillier, inscrite au registre de commerce le 16 février 1883, publiée dans la Feuille officielle du commerce le 26 février suivant, a été radiée d'office ensuite de la faillite des titulaires prononcée par jugement du tribunal de commerce de ce district le 21 juin 1884.*

Bureau Interlaken.

24. Juni. *In Folge gütlicher Uebereinkunft zwischen den bisherigen Inhabern der Firma „Kläfiger & Cie" in Interlaken (publizirt im Handelsamtsblatt Nr. 45 vom Jahr 1883) tritt Herr Kläfiger aus* und sein Associé führt das Geschäft unter der Firma **G. Häsler** auf alleinige Rechnung fort. Sitz: Interlaken.

Kanton Freiburg — Canton de Fribourg — Cantone di Friborgo

Bureau d'Estavayer (district de la Broye).

1884. 26 juin. Sous la raison sociale **La Persévérance** il a été fondé à Estavayer, le 11 juin 1884, par acte notarié Bullet, une société anonyme, en vue d'acquérir et d'exploiter l'Hôtel du Cerf, de fournir en même temps un local pour cercle. La durée de la société est illimitée. Son siège est à Estavayer. Le capital social est fixé à **fr. 40,000,** divisé en 400 actions de fr. 100 chacune. Les actions sont nominatives. Les publications de la société seront valablement faites et opposables aux actionnaires par une insertion dans la feuille officielle du canton, ou par lettres missives adressées à chaque actionnaire. La société est représentée vis-à-vis des tiers par un comité de direction, composé du président du conseil d'administration et de deux membres nommés par le dit conseil. La signature collective des membres du comité de direction oblige la société. Le comité de direction est composé de MM.: A. Chassot, avocat, président; Jules Grangier, préfet, et Ch. Bullet, directeur du Crédit agricole, tous à Estavayer.

Kanton St. Gallen — Canton de St-Gall — Cantone di San Gallo

Bureau St. Gallen.

1884. 26. Juni. *Die bisherige Kollektivgesellschaft „Rauch & Schaeffer" in St. Gallen und London hat sich aufgelöst.* Rudolf Rauch in London und Rudolf Schaeffer von und in St. Gallen haben unter der Firma **Rauch & Schaeffer** in London und St. Gallen eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit dem 1. Juli 1884 ihren Anfang nimmt. Die neue Firma Rauch & Schaeffer übernimmt Aktiva und Passiva der erloschenen Firma Rauch & Schaeffer.

27. Juni. *Die Kollektivgesellschaft* ***Stombe & Lenglet*** *in St.* Quentin *hat ihre unter der nämlichen Firma in St. Gallen bestehende Zweigniederlassung aufgehoben.*

Kanton Waadt — Canton de Vaud — Cantone di Vaud

Bureau d'Aigle.

1884. 26 juin. *La raison „Albertine Deladoey", à Aigle, est éteinte ensuite de renonciation de la titulaire.* Rosalie Jouvenat, d'Ollon, domiciliée à Aigle, chef de la maison **Rosalie Jouvenat,** à Aigle, fait inscrire qu'elle reprend l'actif et le passif de l'ancienne maison Albertine Deladoey.

Bureau de Lausanne.

26 juin. Le chef de la maison **L. Gaudin-Chevalier,** à Lausanne (aux Jordils), est Léonille née Chevalier, femme de Charles Gaudin, de Monnaz, domiciliée à Lausanne. Genre d'affaires: Pensionnat de demoiselles. Aux Jordils sous Lausanne. Madame Gaudin est autorisée par son mari prénommé.

Bureau de Moudon.

25 juin. Jacob Kretz, d'Unter-Entfelden, canton d'Argovie, domicilié à Moudon, fait inscrire qu'il est le chef de la maison **J. Kretz-Bettemann,** à Moudon, où il exploite une imprimerie typographique et lithographique, et qu'il est seul propriétaire et éditeur du journal « l'Echo de la Broie et feuille d'avis du district de Moudon ». *Cette déclaration annule l'inscription prise au registre du commerce de Moudon, le 26 mars 1883 et publiée dans la Feuille officielle suisse du commerce le 17 avril 1883, qui est ainsi radiée et la raison « J. Kretz » éteinte.*

Bureau de Vevey.

26 juin. *La société en nom collectif* ***Ramuz frères,*** *En Plan, commune de Corsier, est dissoute à partir du 30 courant. La liquidation en est faite par l'associé François Jules Ramuz-Jaccoud.*

26 juin. Le chef de la maison **Ramuz-Jaccoud,** En Plan, commune de Corsier, est François Jules Ramuz allié Jaccoud, de Sullens et d'Orbe, domicilié à Corsier. Genre de commerce: Combustibles. Bureau et chantiers: En Plan, Corsier.

27 juin. La maison **Félix Wanner,** à Montreux, *révoque la procuration conférée à Albert Grüninger, à Montreux.*

Bureau d'Yverdon.

25 juin. Il existe à Yverdon, depuis 1850, une société intitulée **Société fédérale de Gymnastique, Section d'Yverdon.** Cette société a pour but de développer chez ses membres, au moyen des exercices gymnastiques et des jeux nationaux, les forces corporelles nécessaires à la défense de la patrie; resserrer entre eux les liens d'amitié qui doivent unir les enfants d'un même pays. Elle est dirigée par un comité composé de 5 membres, nommé pour une année et rééligible. La signature collective du président et du secrétaire engage valablement la société vis-à-vis des tiers. Ce comité est actuellement composé de MM.: Henri Kramer, président; Ernest Cousin, vice-président; Henri Benoit, moniteur général; Alfred Burnier, caissier, et Jules Pidoux, secrétaire, tous à Yverdon. Cette société demande son inscription au registre du commerce, suivant la décision prise dans l'assemblée du 9 décembre 1883.

Kanton Genf — Canton de Genève — Cantone di Ginevra

1884. 26 juin. Sous la dénomination de **Union Suisse pour la sauvegarde du crédit** il a été constitué, le 27 mai 1884, une association de la nature de celles qui sont régies par les articles 678 et suivants du code fédéral des obligations et dont les statuts ont été arrêtés par acte notarié du 6 juin 1884 et signés par huit sociétaires. Cette association a son siège à Genève et a pour but: 1° de sauvegarder ses membres contre les mauvais crédits en leur fournissant des renseignements aussi exacts que possible; 2° de recouvrer leurs créances douteuses ou mauvaises par la pression morale de la collectivité; 3° de poursuivre la réforme des abus du crédit. L'association se compose des 316 signataires des feuilles d'adhésion aux statuts et de toutes autres personnes qui en auront fait la demande par écrit au comité et auront été agréées par lui. Le droit

d'entrée est de fr. 5, la cotisation annuelle de quinze francs; toutefois l'assemblée générale annuelle pourra changer la cotisation. Les sociétaires sont exonérés de toute responsabilité individuelle quant aux engagements de la société et ces engagements sont uniquement garantis par les biens propres de l'association. Tout sociétaire est engagé pour l'année qui suit celle qui est commencée; les demandes de démission doivent être faites par écrit au moins trois mois avant l'expiration de l'année en cours. Tout sociétaire qui n'aura pas payé sa cotisation dans les délais prescrits perd ses droits au service de l'association. Pourra être exclus de l'association et par un simple vote du comité, tout sociétaire convaincu d'avoir fourni sciemment de faux renseignements ou qui aurait remis en recouvrement des créances erronnées. L'association est administrée par un comité de six membres choisis parmi les sociétaires et élus par l'assemblée générale pour la durée d'une année. Les commissaires sortant sont immédiatement rééligibles. Le comité est assisté d'un gérant rétribué qui est nommé et révoqué par l'assemblée sur le préavis du comité et fonctionne sous la surveillance du comité. Le comité est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer les affaires de l'association et la représenter vis-à-vis des tiers. Les décisions du comité sont valables, lorsqu'elles ont été prises par la majorité de ses membres. Le comité peut déléguer une partie de ses pouvoirs à deux de ses membres ou au gérant. L'association est engagée par les signatures de la majorité des membres du comité ou des deux délégués, ou encore du gérant, dûment autorisé, pourvu que ces signatures soient précédées de la dénomination de l'association. Il est tenu chaque année, dans le courant de janvier, une assemblée générale, dans laquelle le comité rend compte de son mandat, donne connaissance de la situation financière de l'association et présente le budget du nouvel exercice; les convocations à cette assemblée sont faites par avis adressés à chaque sociétaire ou par annonces insérées dans deux journaux du canton de Genève. L'assemblée régulièrement convoquée délibère valablement, quel que soit le nombre de ses membres présents, sauf pour la révision des statuts, la nomination ou la révocation du gérant et la dissolution de l'association, auxquels cas la présence du quart au moins des sociétaires est nécessaire, et pour la dissolution de l'association qui ne peut être votée que par la majorité absolue des sociétaires. Les sociétaires existant à l'époque de la dissolution auront seuls droit par parts égales à l'actif social. Pour le premier exercice courant, finissant le 31 décembre 1884, le comité est composé de MM.: Edouard Stéphani; Gaspard Filliol; Louis Guigon; Eugène Haerlin; Louis Cottier; Charles Lacroix, directeur de l'usine de dégrossissage d'or, tous domiciliés à Genève. Le gérant est: Charles George, domicilié à Genève. Le bureau de la société est: Place du Molard, 9.

26 juin. *La raison* **Louis Wallner** *(commerce d'épicerie), à Genève, est radiée d'office ensuite de la faillite du titulaire, prononcée par jugement du 26 juin 1884.*

26 juin. *La société en commandite* **Rognon & Co** *(comptoir général de commerce), à Plainpalais, est radiée d'office ensuite de la faillite de cette société, prononcée par jugement du 26 juin 1884.*

Bericht des schweizerischen Konsuls in Moskau,
Herrn *F. Luchsinger*, über das Jahr 1883.

(Konsulat für die Gouvernements Jarowslaw, Kaluga, Kasan, Kostroma, Kursk, Moskau, Nijni, Nowgorod, Orel, Pensa, Riasan, Samara, Saratow, Simbirsk, Smolensk, Tambow, Tula, Tver, Wladimir und Woronesch in Zentralrußland.)

Allgemeine Verhältnisse. War die in meinem vorigjährigen Berichte resümirte Lage eine unbefriedigende, so hat sich das Jahr 1883 noch ungünstiger gestaltet und dürfte man annehmen, daß im Allgemeinen das Geschäft in fast allen Branchen an dem sonst gewohnten Umsatze eingebüßt und selbst den mäßigsten Erwartungen nicht entsprochen hat. Die Ursachen liegen wohl hauptsächlich in den inneren, in meinem letzten Berichte eingehender besprochenen Verhältnissen des Landes. Für den Absatz seiner Industrieerzeugnisse ist Rußland hauptsächlich auf sich selbst angewiesen und bietet ein zu großes Feld, als daß es in seinen eigenen Bedürfnissen kein Aequivalent für seine Fabrikthätigkeit finden sollte, — wiewohl auch der Export jenseits der Grenzen nicht als ganz ausgeschlossen betrachtet werden darf, — doch müßte, um diesem Ziele näher zu kommen, eine größere Ordnung in dem Verkehrswesen herrschen und geregeltere Geld- und Kreditverhältnisse eingeführt werden. Mindestens wäre dann das Geschäft nicht Kalamitäten ausgesetzt, deren Ende nicht abzusehen ist und wie solche für die Jahresperiode 1883 anhaltend waren.

Befriedigende ***Ernten*** waren stets von wohlthätigem Einfluß auf die ökonomische Lage Rußlands; auch diejenige des zurückgelegten Jahres durfte zu Hoffnungen auf eine Besserung des Geschäftes berechtigen, was sich aber nicht realisirte. Das Ausland verhielt sich sehr zurückhaltend mit Aufträgen, wohl in Folge der vortheilhafteren überseeischen Offerten, die in Anbetracht unserer so gedrückten Valuta allerdings sehr billig gewesen sein müssen. Die somit verhältnißmäßig schwache Realisation der wichtigsten Exportartikel war rückwirkend auf den Gesammtverkehr und die industrielle Thätigkeit, namentlich auf die Manufakturwaaren-Branche, deren Lage um so schwieriger wurde, als das Jahr 1883 überfüllte Lager von seinem Vorgänger übernehmen mußte, sowohl in Händen der Händler wie Fabrikanten befindlich, welchen Letzteren zudem noch schwer durchzuführende Einschränkungen der Arbeit auferlegt wurden.

Unter solchen Verhältnissen konnte man sich von der ***Nishny-Messe,*** deren Ablauf für die weitere Entwicklung des Geschäftes maßgebend ist, nicht viel versprechen. Das Resultat war folgendes: Laut offiziellen Berichten war die Messe mit Waaren im Betrage von 201'372,316 Rubeln befahren worden, um zirka 22 Millionen Rubel weniger als 1882 und um beinahe 45 Millionen Rubel weniger als 1881. Unverkauft blieben im Jahre 1883 für 24'642,269 Rubel, um 1½ Millionen Rubel mehr als anno 1882. — Auch diese Abwickelung konnte nur mit Mühe erzielt werden und nur in Folge der Nachgiebigkeit der Verkäufer, die sich zu erheblichen Konzessionen in den Preisen (namentlich für Zitze und sonstige Baumwollenwaaren), langen Zielverkäufen und Prolongationen verfallener Posten herbeilassen mußten. Ueber solche Kalamitäten hinwegzukommen, war allerdings nur Denjenigen möglich, die einen festen Boden unter sich fühlten. Jedoch muß man, der zurückgelegten Periode gedenkend, sich sagen, daß schlimmere Konsequenzen befürchtet werden konnten und das Geschäft den Schwierigkeiten doch gewachsen war. Insolvenzen mit namhaften Summen traten eher vereinzelt auf, in kleineren Beträgen wären deren allerdings viele zu verzeichnen, abgesehen von den unter der Hand gemachten Arrangements, die den Schuldnern übrigens leicht gemacht werden durch den hier üblichen Mißbrauch des Umschreibens von Firmen auf fremden Namen. Solchen Schuldnern ist es schwer beizukommen, ein noch so schlechter Ausgleich wird dem so kostspieligen Gerichtsweg vorgezogen, zumal die Nachweisführung bei der mangelhaften Gesetzgebung kaum möglich ist. — Mit dem Beginn des neuen Jahres schien die Situation doch eine befriedigendere zu werden und größere Zuversicht für die Zukunft Raum zu gewinnen.

Die ***einheimische Industrie*** Rußlands macht immer größere Fortschritte. Aller Art Erfindungen, Neuerungen, Verbesserungen finden hier gern Verwendung, insofern sich solche als praktisch erweisen, und nichts wird gespart, um das Neueste, was im Auslande erscheint, anzuschaffen. Für Baumwollen- und Leinen-Manufakturen haben wir im Moskauer sowohl, wie in den angrenzenden Gouvernements eine bedeutende Anzahl reicher, leistungsfähiger Etablissements, darunter z. B. Zitzfabriken, die bis zu 1 Million Stück jährlich liefern. Bei guten, theilweise musterhaften technischen Einrichtungen, billigen Arbeitslöhnen ist auch die Fabrikation billig, doch wird die Waare vertheuert durch den hohen Zoll auf importirten Stoffen wie Baumwolle, verschiedenartiges Garn, Farbstoffe, Chemikalien etc., wobei das Goldagio im letzten Jahresviertel die Höhe von zirka 65 % erreichte.

Für die Seidenbranche ist hier eine großartige Fabrik im Bau begriffen, die demnächst ihrer Vollendung entgegengeht. Das Etablissement, mit allen technischen Einrichtungen der Neuzeit versehen, ist insofern von Bedeutung, als die hiesige Industrie damit ein Gebiet betritt, welches bisher fast ausschließlich vom Auslande beherrscht wurde, nämlich die Seidenfärberei, worin nur wenig geleistet werden konnte. Da die Seidenindustrie im Uebrigen stark entwickelt ist, so steht der Aufschwung der neuen Branche wohl außer Zweifel; das Ausland wird dagegen nicht konkurriren können, da der Zoll für ungefärbte Seide 8 Rubel in Gold per Pud (zirka 16½ kg), für gefärbte dagegen 16 Rubel per Pud beträgt. Erwähnenswerth ist der Umstand, daß ich Anfragen aus Konstantinopel hatte hinsichtlich Verschreibungen von russischen Seiden-, silber- und goldbrochirten Waaren und schreibt man mir bei der Gelegenheit, daß sich in Konstantinopel Frage für russische Fabrikate einstellt.

Die ***Maschinenindustrie*** hat wohl am wenigsten von der Ungunst der Zeiten zu leiden gehabt, da dieser Zweig mit der inneren Entwickelung Rußlands in enger Verbindung steht. An den Aufträgen nimmt die Regierung einen hervorragenden Antheil; das Eisenbahnwesen mit dem sich stets vergrößernden Netz und den damit verbundenen Bauten, die verschiedenartigen Privatunternehmungen bieten fortwährend reichliche und lohnende Beschäftigung, so daß sich so manche, ursprünglich kleine Werkstätten im Verlaufe einer verhältnißmäßig kurzen Zeit bis zum Range stattlicher Fabriken entwickelt haben. Jedes Etablissement hat mehr oder weniger ein Spezialfach, wie: Eisengießerei, Kesselbau, Dampfmaschinen, Lokomotiven, Dampf- und Wasser-Motoren, Mühlen-Einrichtungen, aller Art Armaturen, landwirthschaftliche Maschinen und Geräthe etc. Den letzteren widmet die Regierung eine besondere Aufmerksamkeit. Dank dem Umstande, daß das Landwirthschaftsdepartement es sich angelegen sein läßt, den Ländereibesitzern die Möglichkeit zu bieten, derartige Maschinen und Geräthe möglichst vortheilhaft anzuschaffen, finden dieselben immer größere Verbreitung, in Folge dessen auch die einheimische Fabrikation in stetem Zunehmen begriffen ist. So z. B. waren im Jahre 1876 in Rußland im Ganzen etwa 200 mechanische Werkstätten, die sich speziell diesem Industriezweig widmeten und einen jährlichen Umsatz von zirka 2'375,000 Rubel erzielten. Im Jahre 1881 waren es schon 380 mit einem Jahresumsatz von über 4 Millionen Rubel. Dabei muß, wie aus dem Berichte des genannten Departements hervorgeht, berücksichtigt werden, daß landwirthschaftliche Maschinen und Geräthe in letzter Zeit auch bei dem weniger begüterten Bauernstande eingeführt werden und an deren Anfertigung jetzt an vielen Orten auch die Gemeindeindustrie Theil nimmt. Als Beweis für die Konsumationskraft des Landes auf diesem Gebiet sei angeführt, daß in noch höherem Grade als die einheimische Produktion, der *Import* ein steigender ist, und zwar wurden landwirthschaftliche Maschinen und Geräthe im Jahre 1879 für ungefähr 4 Millionen Rubel, dagegen 1882 für zirka 9 Millionen Rubel eingeführt. Im Uebrigen bildet der Import von Maschinen, Eisen- und Stahlschienen, Gußeisen und aller Art Metallartikel immer einen Hauptposten der Zolleinnahmen, speziell werden Maschinen für Spinnerei, Weberei, Druckerei, Appretur etc. fast ausschließlich aus dem Auslande bezogen.

Laut offiziellen Angaben betrug der Umsatz der Fabriken des Moskauer Gouvernements im Jahre 1882 die Summe von 173'492,671 Rubel, 10'378,007 R. weniger als im vorhergegangenen Jahre 1881. — Ueber das Jahr 1883 sind noch keine offiziellen Angaben erschienen.

Nächst dem Moskauer nimmt das Wladimir'sche Gouvernement mit der reichen Fabrikstadt Iwanowo-Wasnessensk eine hervorragende Stelle ein, besonders ist eine beträchtliche Zunahme in der Fabrikation von baumwollenen Stoffen bemerkbar. Unter der Zahl der im Jahre 1882 in Thätigkeit gewesenen 1692 Fabriken, welche 90,500 Arbeiter beschäftigten, sind *Baumwollenwebereien* mit einem Umsatz von zirka 23'500,000 R., *Baumwollspinnereien* mit zirka 19'400,000 R., *Zitzdruckereien* mit 15'500,000 R., *Metallfabriken* mit zirka 10'500,000 R. Umsatz. Mit der Entfaltung des Fabrikwesens ist jedoch die Gemeindeindustrie verhältnißmäßig im Abnehmen begriffen, namentlich in Baumwollen- und Leinenwaaren, die bisher den Erwerbszweig der Bevölkerung vieler Kreise des Wladimir'schen Gouvernements bildeten.

Bankwesen. Die Gesammtumsätze der Moskauer Banken haben sich gegen das Vorjahr mehr oder weniger vermindert, daher auch etwas geringere, aber doch befriedigende Dividenden abgeworfen. Die Monatsbilanzen wiesen in der letzten Jahreshälfte sehr starke Kassabestände auf, theils in Folge der anhaltenden geschäftlichen Flaue, theils weil die Banken, unter dem Drucke der Verhältnisse, in ihren Operationen sehr vorsichtig zu Werke gehen und früher gewährte Kredite einschränken mußten. Bank-Diskonto schwankte zwischen 6 und 7½ % für 6 Monats-Wechsel, ein Satz, der nach hiesigen Begriffen mäßig ist. Kurse waren außerordentlich gedrückt und erreichten einen Standpunkt, den wir während der Kriegsjahre (1877—78) hatten. Im Durchschnitt können die Notirungen der Moskauer Börse für das Jahr 1883 mit etwa 246 à 248 Fr. für 100 Rubel für 3 Monats-Wechsel auf Paris angenommen werden.

Handelsbeziehungen mit der Schweiz. Wie in meinen früheren Berichten, so muß ich auch heute die Mahnung ergehen lassen, unsere Schweizer Fabrikanten und Exporteure möchten in ihren Beziehungen mit Rußland vor Allem die nöthige Vorsicht nicht außer Acht lassen. Wie meine Erfahrungen beweisen, wird dabei mitunter mit einer kaum glaublichen Leichtfertigkeit zu Werke gegangen. — So erfreute sich ein hiesiges kleines Uhrengeschäft eines nicht unbedeutenden Kredites seitens eines Schweizer Fabrikanten. Wie nicht anders zu erwarten, gingen fällige Accepte Mangels Zahlung unter Protest zurück; inzwischen repräsentirte das hiesige Lager kaum die Hälfte der Forderung, endlich stellte es sich heraus, daß das Geschäft schon seit drei Jahren auf einen anderen Namen übertragen war und der frühere Inhaber nun als Commis mit ganz geringem Gehalt in demselben fungirte. Andere Schweizer Firmen lassen sich in direkte Verbindungen mit dem asiatischen Rußland ein und warten seit Jahr und Tag nicht nur auf Geld, sondern auf Empfangsbestätigung der fakturirten Waaren. Ich weiß von Fällen zu erzählen, wo ein wiederholtes sogen. «Hereinfallen» vor der Wiederaufnahme der Verbindung nicht abschreckte. Es muß allerdings gesagt werden, daß unsere schweizerischen Firmen in der Wahl ihrer Agenten, deren es hier eine Unzahl — aber nur wenig zuverlässige — gibt, schlecht berathen sind, anderseits muß ich aber konstatiren, daß meine direkten Warnungen mitunter ignorirt worden sind. Ich gedenke bei dieser Gelegenheit noch einer Eventualität, die für unsere Schweizer Exporteure beachtenswerth ist. Es ist nämlich vorgekommen, daß der Kommittent nach Empfang der Waare Zahlung verweigerte unter dem Vorwande, die Faktura sei nicht in Ordnung, die Preise seien per mètre statt per aune berechnet. Da es der hiesige Agent für besser fand, den Mantel nach dem Winde zu hängen, so half das Sträuben des Absenders nichts, er hatte schließlich doch den Schaden zu tragen und mußte obendrein noch auf sein Geld warten. Nicht weniger als die Klarheit in den Bedingungen der abzuschließenden Geschäfte ist Genauigkeit in den Deklarationen nöthig, insofern der Empfänger die Waare nur auf Basis derjenigen Angaben zur Verzollung deklariren kann, die ihm von dem Absender gemacht werden; das ausländische Gewicht wird einfach in russisches umgerechnet. Erweist sich nun, daß die Waare in natura mehr als in der Deklaration angegeben, wiegt, so wird das Mehrgewicht konfiszirt. Laut Zollreglement ist die Auslieferung der konfiszirten Waare nur dann möglich, wenn Beweise beigebracht werden, daß in der Angabe thatsächlich nur ein «Versehen» stattgefunden hat. Die Konsulate, deren Verwendung man in solchen Fällen in Anspruch zu nehmen gewohnt ist, sind außer Stande, etwas zu thun. Meinerseits kann ich den Absendern nur empfehlen, nach eingegangener Anzeige der Konfiskation ohne Verzug mit direkter Petition an das Zolldepartement in St. Petersburg zu gelangen. Ist der Absender in der Lage, die Beweise über das «Versehen» beizubringen, so wird die Waare wieder ausgeliefert. Ich lasse es dahingestellt, in wie weit solche Beweisführungen von dem Departement als genügend befunden werden, doch sind nach meinen Erfahrungen immerhin Erfolge zu verzeichnen und halte ich diesen Weg, wenn überhaupt etwas zu erreichen ist, für den geeignetsten. Die Nothwendigkeit einer durchaus genauen Ausfertigung der Deklarationen ist aus Vorstehendem ersichtlich.

In Bezug auf die Uhren bewährt die Schweiz ihren Ruf. Die Bezüge sind regelmäßig und vergrößern oder vermindern sich je nach der allgemeinen Lage des hiesigen Geschäfts. Zu bedauern ist, daß in Folge der Platzkonkurrenz (hauptsächlich in jüdischen Händen) die Preise gedrückt werden und geringe Qualitäten goldener Damenuhren im Einkaufspreise von 48 Fr. immer größere Verbreitung finden. Von solcher Konkurrenz bleiben nur einzelne wenige Firmen ausgeschlossen, die seit einer langen Reihe von Jahren ihr Renommé begründet und eine feste Kundschaft erworben haben, welcher letzteren es nicht nur auf das Aeußere, sondern auch auf die Gediegenheit des Werkes ankommt. Auch Nickeluhren finden guten Absatz, doch werden silberne vorgezogen. Vor mehreren Jahren wurde hier ein bedeutendes Depot amerikanischer Uhren der Kompagnie Eldgin eröffnet; die damit verbundene Reklame hatte nur einen vorübergehenden Erfolg, insofern sich das schweizerische Fabrikat nicht nur verhältnißmäßig billiger stellte, sondern auch Vorzüge hatte, von welchen sich das Publikum nur im Laufe der Zeit überzeugen konnte.

Obwohl die einheimische Produktion von Käse in stetem Zunehmen begriffen ist, worunter namentlich das Moskauer Gouvernement starke Quantitäten liefert, erhält sich der Import aus der Schweiz auf gleicher Höhe mit den Vorjahren und kann auf etwa 10,000 Pud (zirka 2000 Laibe) für Moskau allein geschätzt werden. Eine Verminderung dürfte nicht eintreten, da es dem Konsumenten von gutem, ächtem Schweizer Käse auf eine Preiserhöhung, wie der vorjährige schlechte Kurs eine solche zur Folge hatte, nicht anzukommen scheint. Man hat Versuche gemacht, von Moskau aus russischen Käse nach England zu exportiren, jedoch nur unbefriedigende Resultate erzielt, da die Qualitäten Anlaß zu Differenzen in den Reglements gaben. Nächst St. Petersburg beziehen Charkow und Kiew bedeutende Quantitäten.

St. Galler Artikel, Broderien, hat Moskau im Jahre 1883 nach meiner Schätzung für zirka 2 Millionen Franken importirt, doch glaube ich, daß damit die früheren Umsätze nicht erreicht worden sind, theils in Folge des Zollaufschlags (Broderien zahlen jetzt 2 Rubel per ℔ Goldzoll), theils konkurrirt Sachsen und Böhmen, doch nur in ordinären Qualitäten, die denn auch billiger verkauft werden. Nächstdem muß auch die einheimische Industrie, wiewohl erst im Entstehen, doch in Betracht gezogen werden. In meinem Bericht pro 1881 machte ich auf die Wahrscheinlichkeit des Bedarfs von Stickmaschinen aufmerksam. Seither sind 80 Stickmaschinen, sämmtlich von Arbon (Thurgau), in Moskau in Betrieb gesetzt worden. Für den Anfang sind die damit erzielten Resultate befriedigend, zumal in Anbetracht der schwierigen Geschäftsverhältnisse. Ein Weiteres muß die Zeit lehren.

Flüssige Farbholz-Extrakte. Die 1882 getroffene Zollerhöhung wird fernerhin die Einfuhr nahezu unmöglich machen, oder dermaßen einschränken, daß sie den Betrag von zirka 50,000 Fr. kaum mehr übersteigen wird. Sehr wahrscheinlich wird aber der Bezug von Extrakten aus der Schweiz schon aus dem Grunde ganz aufhören, weil in Libau und Riga Farbholzextrakt-Fabriken errichtet werden, die schon im Laufe dieses Sommers leistungstähig sein werden.

Der Bezug von Anilinen scheint sich auch zu vermindern und zwar der stärkeren deutschen Konkurrenz wegen, die übrigens beiden Theilen gleiche Chancen bietet, insofern der Artikel ein werthvoller ist und in so konzentrirtem Zustande bezogen wird, daß etwaige Mehrfracht aus der Schweiz wohl nicht in Betracht kommen kann. Ich schätze den Import Schweizer Aniline in Moskau und Umgebung auf jährlich zirka 500,000 Fr., in die sich hauptsächlich die Basler Fabrikanten theilen.

Seide. Das Hauptgeschäft wird mit Lyon und Mailand gemacht; ein nur unbedeutender Theil fällt auf Zürich; auch kommt etwas Chappeseide von Basel.

Ferner bezieht Moskau jährlich aus der Schweiz: 2—3000 kg Milchzucker; 30,000—40,000 Büchsen Kindermehl, hauptsächlich Nestle; 8—10,000 Büchsen kondensirte Milch, hauptsächlich Cham und Nestle; auch Süddeutschland liefert einiges. Etwas Strohgeflecht und Gelatine für Haushaltungen kommen ebenfalls aus der Schweiz, doch fehlen mir darüber genauere Angaben.

Elastiques. Die Bezüge aus dem Ausland haben ganz aufgehört; Moskau hat einige sehr leistungsfähige Fabriken für diesen Artikel.

Ueber Manufakturwaaren, die die Schweiz speziell interessiren könnten, muß ich Berichte vorbehalten, da ich das hierzu nöthige Material noch nicht beschaffen konnte.

Nichtamtlicher Theil. — Partie non officielle. Parte non ufficiale.

Bundesbeschluss betreffend die gewerbliche und industrielle Bildung. (Vom 27. Juni 1884.) Derselbe lautet wie folgt:

Die Bundesversammlung der schweizerischen Eidgenossenschaft, nach Einsicht einer Botschaft des Bundesrathes vom 20. November 1883, beschließt:

Art. 1. Zur Förderung der gewerblichen und industriellen Berufsbildung leistet der Bund an diejenigen Anstalten, welche zum Zwecke jener Bildung errichtet sind oder errichtet werden, Beiträge aus der Bundeskasse.

Wenn eine Anstalt noch andere als diese Berufsbildung, z. B. die allgemeine Bildung zum Ziele hat, so wird der Beitrag des Bundes nur für erstere ausgerichtet.

Art. 2. Als Anstalten für die gewerbliche und industrielle Ausbildung sind zu betrachten:

Die Handwerkerschulen, die gewerblichen Fortbildungs- und Zeichnungsschulen, auch wenn sie in Verbindung mit der Volksschule stehen; die höhern industriellen und technischen Anstalten, die Kunst- und Fachschulen, die Muster-Modell- und Lehrmittel-Sammlungen, die Gewerbe- und Industrie-Museen.

Art. 3. Der Bund kann auch an die Kosten von Wandervorträgen und an die Honorirung von Preisaufgaben über die gewerbliche und industrielle Bildung Beiträge leisten.

Art. 4. Die Beiträge des Bundes belaufen sich je nach dem Ermessen des Bundesrathes bis auf die Hälfte der Summe, welche jährlich von den Kantonen, Gemeinden, Korporationen und Privaten aufgebracht wird.

Art. 5. Der Bundesrath wird sich von den Kantonsregierungen über die Verwendung der in Art. 4 erwähnten Summen nähere Auskunft geben lassen; er nimmt Einsicht von den Leistungen der Anstalten und läßt sich die Lehrprogramme, Berichte und Prüfungsresultate vorlegen.

Bei der Festsetzung des Bundesbeitrages ist darauf Rücksicht zu nehmen, ob an einer Anstalt Lehrer für den gewerblichen Berufsunterricht herangebildet werden. Insbesondere ist auf die Heranbildung von Zeichnungslehrern für Handwerker- und Fortbildungsschulen Bedacht zu nehmen.

Der Bund betheiligt sich in gleicher Weise an den Kosten der Ausbildung von Lehramtskandidaten für die in Art. 2 genannten Anstalten.

Art. 6. Der Bundesrath wird mit den Kantonsregierungen über die Bedingungen der Mitwirkung des Bundes bei der gewerblichen und industriellen Berufsbildung unterhandeln und mit denselben das Nähere festsetzen; und zwar vertraglich, wenn er dies für angezeigt erachtet.

Art. 7. Die Beiträge des Bundes dürfen keine Verminderung der bisherigen Leistungen der Kantone, Gemeinden, Korporationen und Privaten zur Folge haben; sie sollen vielmehr dieselben zu vermehrten Leistungen auf dem Gebiete der gewerblichen und industriellen Berufsbildung veranlassen.

Art. 8. In das Budget des Bundes wird ein jährlicher Kredit von Franken 150,000 für die Unterstützung der gewerblichen und industriellen Berufsbildung aufgenommen. Dieser Kredit kann erhöht werden, wenn das Bedürfniß hiefür sich fühlbar macht und wenn die finanzielle Lage des Bundes es erlaubt.

Für 1884 wird dem Bundesrath zu diesem Zweck als Nachtragskredit eine Summe von Fr. 100,000 zur Verfügung gestellt.

Art. 9. Der Bundesrath ist beauftragt, auf Grundlage der Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 17. Juni 1874, betreffend Volksabstimmung über Bundesgesetze und Bundesbeschlüsse, die Bekanntmachung dieses Beschlusses zu veranstalten und den Zeitpunkt des Inkrafttretens desselben festzusetzen.

Arrêté fédéral concernant l'enseignement professionnel. (Du 27 juin 1884.) Voici la teneur définitive de cet arrêté:

L'assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu un message du conseil fédéral du 20 novembre 1883, arrête:

Art. 1er. En vue d'améliorer l'enseignement professionnel, la Confédération subventionne les établissements déjà installés ou qui seront créés à cet effet. Toutefois, lorsqu'un établissement poursuivra en même temps un autre but, tel que l'instruction générale, par exemple, le subside fédéral ne sera accordé qu'en faveur de l'enseignement professionnel.

Art. 2. Sont considérés comme établissements destinés à l'enseignement professionnel:

Les écoles d'artisans, les écoles professionnelles de perfectionnement et de dessin, seules ou jointes à l'école primaire, les établissements industriels et techniques supérieurs, ainsi que les écoles d'arts et métiers, les collections d'échantillons, de modèles et de matériel d'enseignement, les musées industriels.

Art. 3. La Confédération peut également contribuer par des subsides aux frais résultant de conférences ou de prix à décerner après concours sur des questions relatives à l'enseignement professionnel.

Art. 4. Les subsides de la Confédération peuvent, selon appréciation du conseil fédéral, atteindre la moitié de la somme des frais supportés annuellement par les cantons, communes, corporations et particuliers.

Art. 5. Le conseil fédéral réclamera des gouvernements cantonaux des

renseignements détaillés sur l'emploi des sommes mentionnées à l'article 4; il prend connaissance de la marche des établissements et se fait remettre les programmes d'enseignement, les rapports et les résultats des examens.

On tiendra compte, pour la fixation du subside fédéral, du fait que l'on formerait dans l'établissement à subventionner des maîtres pour l'enseignement professionnel et surtout des maîtres de dessin pour les écoles professionnelles et de développement.

La Confédération prend part, dans la même mesure, aux frais que nécessiteront les études des personnes voulant se vouer à l'enseignement dans les établissements mentionnés à l'article 2.

Art. 6. Le conseil fédéral entrera en négociations avec les cantons au sujet des conditions dans lesquelles la Confédération participera à cet enseignement professionnel et prendra, de concert avec eux, les dispositions ultérieures jugées nécessaires, au besoin par convention s'il le juge utile.

Art. 7. Les prestations actuelles des cantons, des communes, des corporations et des particuliers ne doivent pas se trouver diminuées par les subsides que la Confédération allouera, ceux-ci devant plutôt être un stimulant pour des obligations plus grandes à remplir dans le domaine du développement de l'industrie et des arts et métiers.

Art. 8. Le budget de la Confédération prévoit annuellement un crédit de 150,000 fr. en faveur du perfectionnement de l'enseignement professionnel. Ce crédit peut être élevé lorsque le besoin s'en fait sentir et lorsque la situation financière de la Confédération le permet.

Pour 1884, il est ouvert dans ce but au conseil fédéral un crédit supplémentaire de 100,000 fr.

Art. 9. Le conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant la votation populaire sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier le présent arrêté et de fixer l'époque où il entrera en vigueur.

Propriété littéraire et artistique. Le conseil fédéral suisse vient d'adresser la circulaire suivante à 41 gouvernements étrangers:

„En date du 3 décembre 1883, le conseil fédéral suisse a eu l'honneur de communiquer à Votre Excellence le projet de convention élaboré par l'association littéraire internationale en vue de constituer une „Union générale pour la protection des droits des auteurs sur leurs oeuvres littéraires et artistiques". A cette occasion, il a émis l'idée qu'il y aurait un gain réel à établir entre les gouvernements de tous les pays civilisés une entente générale sur le grand principe qui est à la base de l'association, et qui consiste à assurer une protection aussi efficace que possible, par delà les frontières politiques, aux produits de l'esprit humain dans le domaine supérieur de la littérature et de l'art; de plus, il a cru devoir indiquer qu'une conférence diplomatique lui paraissait le meilleur moyen pour rechercher si, et de quelle manière, on pouvait arriver à un accord commun sur la protection internationale à accorder aux auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques, et il a ajouté que si sa proposition trouvait de l'écho auprès des Hauts Gouvernements, il se ferait un honneur de les inviter à se faire représenter à une conférence qui pourrait se réunir dans le courant de l'année 1884.

Le conseil fédéral suisse peut maintenant constater avec satisfaction que son initiative a été couronnée de succès. Il se fait un devoir d'exprimer aux Hauts Gouvernements toute sa reconnaissance pour l'accueil favorable qu'ils ont bien voulu faire à sa proposition, et il ne désespère pas d'atteindre avec leur précieux concours le but élevé qu'il se propose.

Il ressort des notes reçues qu'en principe, on admet généralement l'idée fondamentale du projet de l'association littéraire internationale, d'après laquelle tous les Etats civilisés devraient étendre aux créations littéraires et artistiques qui voient le jour dans un autre Etat, la protection qu'ils accordent eux-mêmes aux produits du travail indigène. Cet accord général crée ainsi une large base, sur laquelle il faut chercher à construire de nouvelles assises. Il s'agira d'abord d'étudier de quelle manière cela peut se faire sans porter une atteinte trop sensible à la législation interne des Etats particuliers, ni aux conventions internationales existantes. Le conseil fédéral estime que la conférence en perspective ne devra pas prendre de résolutions de nature à lier les divers Etats, mais qu'elle doit avoir un caractère préliminaire, et ne se donner d'autre tâche que de déterminer les principes généraux qui ont le plus de chance de se réaliser dans les circonstances actuelles. Les résultats provisoires ainsi obtenus seraient ensuite soumis à l'examen des Hauts Gouvernements, et l'on verrait alors s'il y a moyen de constituer l'union générale projetée.

Encouragé par l'accueil empressé qu'il a reçu de la part des Hauts Gouvernements, le conseil fédéral suisse a résolu de convoquer une conférence diplomatique pour le **8 septembre** à Berne, où elle se réunira à 10 heures du matin dans la salle du conseil des Etats, et il a l'honneur d'inviter Votre Excellence à bien vouloir s'y faire représenter. Le conseil fédéral aime à espérer que le travail commun des délégués éminents qui se réuniront à Berne réussira à faire progresser la grande oeuvre commencée.

Le conseil fédéral se réserve de faire parvenir ultérieurement aux Hauts Gouvernements un projet et des documents, qui pourraient servir de base aux délibérations de la conférence.

Le conseil fédéral suisse prie Votre Excellence de bien vouloir lui faire savoir s'il peut compter sur la participation du Gouvernement", etc.

Frankreichs Einfuhr aus der Schweiz (Spezialhandel) — Importations de Suisse en France (commerce spécial).

(Mitgetheilt von der schweizerischen Gesandtschaft in Paris. — *Communiqué par la légation suisse à Paris.)*

Artikel	Einheit *Unité*	Menge — *Quantités* Jan.-Mai 1883	Jan.-Mai 1884	Jahr *Année* 1882	Jahr *Année* 1883	1. Juni *(juin)* 1882 bis *(jusque)* 31. Mai 1883	1. Juni *(juin)* 1883 bis *(jusque)* 31. Mai 1884	Werth in Fr. — *Valeurs en francs* Schätzung* *Taux d'évaluation* Fr. Ct.	Jahr *Année* 1882	Jahr *Année* 1883	1. Juni *(juin)* 1882 bis *(jusque)* 31. Mai 1883	1. Juni *(juin)* 1883 bis *(jusque)* 31. Mai 1884	Articles
Glatte Seidengewebe	kg	78,176	80,948	165,447	**164,731**	174,079	***167,503***	84.—	13'897,548	**13'837,404**	14'622,636	***14'070,252***	Tissus de soie pure, unis.
Seidenbänder, andere als Sammet	„	668	783	942	2,188	2,261	**2,303**	100.—	94,200	**218,800**	226,100	**230,300**	Rubans de soie, autres que de velours.
Seidenabfälle, Bourre	„	73,800	*63,700*	143,453	**204,588**	176,753	**194,488**	13.—	1'864,889	**2'659,644**	2'297,789	**2'528,344**	Bourre de soie en masse.
„ gesponnene (fleuret)	„	56,800	85,300	172,139	**180,974**	169,239	**209,474**	24.—	4'131,336	**4'343,376**	4'061,736	**5'028,376**	„ „ „ filée(fleuret).
Käse	„	3'706,100	*3'229,500*	8'078,911	**8'837,925**	7'941,671	**8'361,325**	—	—	—	—	—	Fromages.
Uhren, silberne oder anderes Metall, ausg. Gold	Stück *Pièce*	44,598	61,580	77,160	**106,178**	109,279	***98,261***	22.—	1'998,096	**2'335,916**	2'404,138	***2'161,742***	Montres argent ou métal.
Uhren, goldene	„	7,738	*5,898*	15,435	**18,912**	21,553	***17,072***	110.—	1'703,162	**2'080,320**	2'370,830	***1'877,920***	„ d'or.
Uhrenwerke	„	418	3,804	1,329	**1,032**	1,185	**4,418**	13.—	243,626	**13,416**	15,405	**57,434**	Mouvements de montres.
Uhrfournituren	kg	4,211	*2,293*	9,057	**9,158**	10,629	***7,240***	45.—	395,595	**412,110**	478,305	***325,800***	Fournitures d'horlogerie.
Holz, gemeines, behauen und unbehauen	Stère	13,729	19,010	42,158	**32,673**	35,884	**37,954**	40.—	1'686,320	**1'306,920**	1'435,360	**1'518,160**	Bois communs, bruts ou équarris.
Holz, gesägtes	„	43,326	*39,000*	92,220	**113,188**	101,713	**108,862**	100.—	9'222,000	**11'318,800**	10'171,300	**10'886,200**	Bois sciés de toutes dimensions.
Baumwollgarn, einf., roh	kg	588,000	712,000	1'481,435	**2'001,709**	1'669,435	**2'125,709**	2.89	4'281,347	**5'784,949**	4'824,667	**6'153,299**	Fils de coton, simples, écrus.
Baumwollgewebe, rohe, weiße	„	—	85,200	482,114	**301,920**	—	—	4.15	2'016,123	**1'252,968**	—	—	Tissus de coton, écrus et blancs.
Baumwollgewebe, gefärbte	„	—	40,900	132,278	**166,022**	—	—	4.83	793,668	**803,021**	—	—	Tissus de coton, teints.
„ bedruckte	„	—	29,900	91,811	**149,549**	—	—	4.95	674,609	**737,274**	—	—	„ „ „ imprimés.
Musseline, gestickte, und Vorhänge	„	7,600	*6,600*	—	**15,791**	12,875	**14,791**	24.25	693,103	**382,922**	311,119	**358,682**	Mousselines brodées et rideaux.
Stickereien, mechanische oder von Hand	„	60,052	63,106	—	**161,669**	120,137	**164,723**	60.—	6'109,833	**9'700,140**	7'208,220	**9'883,380**	Broderies à la mécanique ou à la main.
Häute, roh	„	194,400	216,400	775,999	**524,005**	624,225	***546,005***	1.60	1'241,598	**838,408**	988,750	***873,008***	Peaux brutes.
Kühe	Stück (Pièce)	1,639	*1,352*	5,272	**5,513**	5,112	**5,226**	305.—	1'607,960	**1'681,465**	1'559,160	**1'593,930**	Vaches.
Kälber	„	4,168	4,233	6,458	**7,712**	7,966	***7,777***	90.—	591,220	**694,080**	716,940	***699,930***	Veaux.
Fleisch, frisches	kg	262,300	*255,000*	1'597,391	**524,768**	550,181	***517,468***	1.60	2'555,826	**839,629**	880,290	***828,129***	Viandes fraîches de boucherie.
Lumpen	„	292,179	326,703	423,686	**618,882**	563,160	**721,503**	—.39	165,237	**241,365**	219,632	**280,386**	Drilles.
Schreib- u. Druckpapier	„	—	327,100	1'317,107	**898,997**	—	—	—.90	1'185,396	**719,198**	—	—	Papier à écrire ou à imprimer.
Anderes Papier (Bulle)	„	—	—	336,892	**222,334**	—	—	—.90	336,892	**166,750**	—	—	Papier bulle.
Theerfarben	„	—	—	91,700	**115,992**	—	—	12.28	1'117,619	**1'424,900**	—	—	Teintures dérivées du goudron de houille.
Elastische Webwaaren	„	—	—	1,825	**4,198**	—	—	15.—	27,375	**62,970**	—	—	Ouvrages en tissus élastiques.
									58'634,578	**63'856,745**	54'792,377	**59'355,272**	Total.

* Die Ansätze in dieser Rubrik sind diejenigen des Jahres 1882. Die Ansätze pro 1883 scheinen von der Werthtaxationskommission noch nicht fixirt worden zu sein.
Les taux d'évaluation indiqués dans cette rubrique sont ceux de 1882. La commission d'évaluation paraît ne pas encore avoir fixé les taux pour 1883

Privat-Anzeigen — Annonces non officielles

Zeilenpreis für Insertionen: die halbe Spaltenbreite 25 Cts., die ganze Spaltenbreite 50 Cts.
Le prix d'insertion est de 25 cts. la petite ligne, 50 cts. la ligne de la largeur d'une colonne.

Wir vergüten vom 30. Juni 1884 an auf allen unsern Obligationen nur noch 4 % Zins. Die Supplementar-Zinsversprechen treten daher für die Zeit nach diesem Tage außer Kraft.

Lenzburg, den 26. Juni 1884.

Hypothekar- und Leihkasse Lenzburg.
Der Verwalter:
Hauser.

Mise au concours.

Le comité du sentier des Gorges de l'Areuse met au concours la fourniture et le posage de trois ponts en poutrelles de fer. Le concours sera clos le 10 juillet prochain. Pour prendre connaissance du cahier des charges, s'adresser au secrétaire du comité, M. **Jean Grellet,** à **Colombier.**

Buchdruckerei JENT & REINERT (Exp. des *Schweiz. Handelsamtsblattes*) in Bern — Imprimerie JENT & REINERT (Expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce*) à Berne